

Introduction : quel avenir pour l'archéologie en Asie centrale ?

Julio Bendezu-Sarmiento et Francis Richard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/1592>

ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2013

Pagination : 19-22

ISBN : 978-2-7018-0347-0

ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Julio Bendezu-Sarmiento et Francis Richard, « Introduction : quel avenir pour l'archéologie en Asie centrale ? », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 21/22 | 2013, mis en ligne le 05 septembre 2014, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/1592>

INTRODUCTION :

QUEL AVENIR POUR L'ARCHÉOLOGIE EN ASIE CENTRALE ?

Les pages de l'histoire de l'Asie centrale sont complexes et les épisodes qui en forment la trame riches en péripéties. La grande diversité géographique de cette région en a fait un lieu privilégié où se sont épanouis de puissants empires, celui des Achéménides d'abord, puis ceux d'Alexandre le Grand, des Kouchans, des Sassanides, des Turcs, des Arabes, des Mongols, des Russes, sans oublier celui des Soviétiques. Et la marque de cette histoire multiforme se perpétue au travers des événements qui touchent la région, jusqu'aux drames et conflits récents.

Jusqu'au XIX^e siècle et en dépit des écrits de ses premiers explorateurs, ce territoire est demeuré *terra incognita* pour les esprits européens et c'est seulement durant le XX^e siècle que se sont mises en place des études systématiques et multiples, sous l'impulsion – dans tous les champs de la recherche scientifique – de l'école soviétique marxiste. Dans le domaine de l'archéologie, ces travaux pionniers vont mettre en lumière une zone de recherches riche en possibilités, mais qui sera longtemps interdite aux étrangers. En raison du monopole qu'ils avaient sur le terrain à l'époque de l'URSS, les chercheurs soviétiques n'ont pu ni voulu échanger que très peu avec leurs collègues occidentaux.

Depuis l'indépendance en 1991 des Républiques de l'ancienne URSS, l'archéologie de l'Asie centrale connaît un développement indéniable grâce à l'ouverture aux missions archéologiques étrangères : espagnoles, italiennes, japonaises, polonaises, russes, allemandes, américaines et françaises. Actuellement, il n'existe pas moins de sept missions archéologiques franco-centrasiatiques dirigées par des chercheurs du CNRS ou du musée du Louvre, travaillant toutes en partenariat et soutenues par les administrations locales, qu'il s'agisse des Instituts d'archéologie ou des Académies des sciences des Républiques d'Asie centrale. Le rôle de l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC) a toujours été prépondérant pour dynamiser ces missions, pour apporter une aide administrative, pour mettre en contact les chercheurs locaux et étrangers ou pour recevoir les membres des missions dans ses locaux. Sa bibliothèque a été la première à être digitalisée en Asie centrale, offrant ainsi aux chercheurs des centaines d'ouvrages soviétiques épuisés dont la plupart concerne l'archéologie.

Les missions archéologiques sont toutes cofinancées par le Ministère des Affaires étrangères via la sous-direction de la recherche et des échanges scientifiques (cf. *L'évolution des recherches archéologiques en Asie centrale. Des hommes, des institutions et des missions archéologiques*). Toutes sont pluridisciplinaires et s'investissent dans

des terrains géographiques divers, couvrant des périodes chronologiques allant de la Préhistoire aux périodes historiques (cf. *Interactions autour de l'objet : Asie centrale et ses voisins*). Elles mènent un travail collectif marqué par le dynamisme d'équipes jeunes au potentiel multidisciplinaire, où les sciences humaines et sociales sont de plus en plus sensibles aux avancées des sciences dures et des sciences de la cognition, jouant un rôle novateur pour la région : archéo-anthropologie, archéobotanique, zooarchéologie, géomorphologie, géomatique, etc... (cf. *Autour du vivant, son espace et son environnement*).

Les attentes de nos partenaires sont liées d'une façon cruciale à la formation des jeunes chercheurs locaux, à la mise en valeur et la conservation du patrimoine fouillé et à la publication conjointe des résultats de nos travaux. Y répondre de façon satisfaisante n'est guère aisé en Asie centrale, alors même qu'il existe une véritable crise des formations en sciences humaines et sociales, et une certaine indifférence des autorités étatiques depuis la disparition de l'Union soviétique. Ce désintérêt est endémique au sein des institutions locales d'enseignement pour l'Histoire et l'Archéologie, où les étudiants motivés se font rares (les salaires de nos collègues restent indigents par rapport au coût de la vie qui ne fait qu'augmenter en Asie centrale), ce qui implique à court terme que la relève sera fortement compromise. De même, l'absence presque totale de financements restreint pour eux les recherches sur le terrain. Les perspectives restent donc incertaines. Il paraît donc évident que nous, chercheurs, devons continuer à faire des efforts pour la formation au travail sur le terrain et en laboratoire. Nos partenaires souhaitent aussi développer davantage la possibilité, pour leurs doctorants, d'effectuer des stages en France et en Europe. L'objectif principal est une meilleure intégration des « méthodes scientifiques occidentales », avec évidemment un approfondissement de la langue française. Malheureusement du côté occidental nous pâtissons nous aussi d'une crise qui met en péril nos laboratoires en sciences humaines et sociales tandis que manquent également des financements nécessaires pour soutenir de tels projets.

Il existe en outre une attente cruciale de nos partenaires pour la mise en valeur de nos fouilles, car la question de la conservation et de la restauration des découvertes architecturales se pose, notamment sur les grands sites. Les édifices sont pour la plupart en briques crues et les bâtiments fouillés se dégradent très rapidement du fait de l'érosion naturelle et des intempéries. Pour nos partenaires, continuer à mettre au jour sans restaurer conduirait à détruire les vestiges du passé ; c'est pourquoi, faute de moyens, les équipes archéologiques, dont la plupart des nôtres, préfèrent souvent réenterrer les vestiges. Les chercheurs locaux sont bien conscients de la nécessité d'établir une proposition de restauration au sein d'un projet qui intègre en même temps la mise en place de moyens en vue d'une conservation durable (mais reste encore à définir ce qu'il faut restaurer, et là les avis divergent...).

Il est impératif que ces deux conditions – restauration et conservation – soient remplies, mais l'impact actuel sur le plan budgétaire d'une telle démarche serait dramatique pour nos équipes, car pour équilibrer il nous faudrait sans doute choisir de réduire sensiblement la durée des campagnes de fouilles, ce qui ne pourrait que nuire à l'avancée des travaux en général. Il nous faudra donc développer des partenariats d'appui technologique et financier, comme par exemple avec l'association CRATerre pour une aide à la restauration, en lien notamment avec l'UNESCO et le World Monuments Fund, mais il faudra aussi innover dans la logique d'un développement touristique plus régional, en créant des passerelles avec l'Agence Française pour le Développement (AFD) par exemple.

Si l'on peut regretter un apparent manque d'intérêt des divers États centrasiatiques pour leur patrimoine archéologique, on peut en revanche se féliciter des excellentes relations existant entre les équipes scientifiques des divers pays. Cependant, tandis que les attentes des partenaires sont très grandes face à des besoins divers de formation, de restauration, d'équipements, d'appui méthodologique, etc., la question de la présence française dans ces pays reste posée avec l'apparition d'une nouvelle génération de jeunes scientifiques. Plus que jamais, la responsabilité de la France est engagée dans le choix du maintien ou non d'une coopération archéologique, avec la création de nouvelles missions menées par des jeunes chercheurs, ceux qui ont fait leurs preuves mais qui ne sont pas titulaires d'un poste permanent. D'eux dépendent en grande partie la survie et l'avenir de la filière archéologique toute entière. Il faudra éviter les ruptures, les pertes de savoir et de compétences qui risquent de nuire au maintien de notre capacité actuelle de dialogue avec les collègues centrasiatiques. Les nouvelles coopérations devront aussi permettre de mieux mettre à profit tout le savoir-faire et la machine scientifique de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), en articulation directe avec les Instituts SHS les plus proches thématiquement et géographiquement comme bien entendu l'IFEAC, mais également l'Institut français de recherches en Iran (IFRI) et la Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA).

Enfin, l'attente de nos partenaires quant aux publications demeure importante. Elles doivent plus que jamais devenir le vecteur de valorisation des institutions liées à l'archéologie vis-à-vis des gouvernements d'Asie centrale. Bien qu'il soit évident qu'il faille à l'avenir davantage présenter nos travaux à travers un réseau de publications numériques ou peut-être sur un site web à inventer, commun à toutes nos missions centrasiatiques, nous espérons que le travail collectif de synthèse présenté ici saura satisfaire au mieux ces partenaires, au même titre que tous ceux qui s'intéressent à l'actualité de l'archéologie centrasiatique toujours en mouvement, marquée par une diversification et une complexification croissantes des méthodes de terrain et d'analyses.

REMERCIEMENTS ET REMARQUES LIMINAIRES

C'est pour nous un agréable devoir d'exprimer notre reconnaissance à tous ceux qui, à des titres divers, ont participé à la réalisation de ce volume.

Tout d'abord à Bayram Balci, ancien directeur de l'IFEAC, avec qui nous nous sommes lancés dans cette aventure archéologique à la fin de l'année 2008. Malgré son immense dynamisme et son souci permanent de relancer les auteurs qui avaient été pressentis, nous n'avons pas su réunir les textes aussi rapidement que nous l'aurions tous souhaité... mais c'est que l'Histoire racontée dans ce volume est une très longue histoire !

Nous tenons à remercier M. Frédéric Bellido et M. Olivier Guillaume, successivement Conseillers de Coopération et d'Action Culturelle à l'Ambassade de France de Tachkent, pour le soutien constant qu'ils nous ont apporté durant ces années difficiles pour l'IFEAC, dont nous saluons aujourd'hui la renaissance à Bichkek.

Le travail de relecture a bénéficié sur plusieurs points des conseils avisés de collègues, Annie Caubet, Rémy Boucharlat, Michaël Ilett et Pascal Sellier. Qu'ils soient ici tous remerciés chaleureusement.

Nous souhaitons aussi remercier les jeunes chercheurs et doctorants, auteurs et collaborateurs de cet ouvrage, qui n'ont pas hésité à accepter un difficile travail de relecture de leurs différents textes, pour les faire évoluer dans une optique plus collective lorsque ce fut nécessaire. Nous sommes aussi reconnaissants à Magali Martija-Ochoa et Fabien Tessier pour la relecture des premières épreuves, le travail sur les figures et la mise en page finale.

Puisque travailler sous la contrainte d'un tableau de translittération du cyrillique ou du persan vers l'alphabet latin n'est pas toujours chose aisée, nous avons admis des exceptions à la règle en conservant certains termes sous leur forme francisée, comme les noms des capitales, des zones géographiques et des rivières, mais aussi certains noms d'auteurs connus en France, et surtout ceux des sites archéologiques sur lesquels nous travaillons.

Nous espérons que grâce aux efforts et à la collaboration harmonieuse de toute une équipe de chercheurs engagés dans des terrains très divers, ce panorama couvrant plus d'un quart de siècle d'activité archéologique en Asie centrale saura trouver bon accueil auprès d'un public avide de mieux connaître cette région fascinante.

Paris, printemps 2013

Julio BENDEZU-SARMIENTO, Francis RICHARD